VERBATIM

CONFERENCE DE PRESSE

Bangui, le 22 août 2025

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA
Bonjour à tous, je suis Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA et c'est avec un immense plaisir que je vous retrouve pour notre conférence de presse hebdomadaire.

Il s'agit aujourd'hui d'une conférence exceptionnelle puisque j'ai l'immense plaisir de recevoir un invité d'honneur : M. Jean Willybiro Sako, Ministre d'Etat chargé du désarmement, de la démobilisation, de la réintégration, du rapatriement et du suivi de l'APPR-RCA. Monsieur le Ministre d'Etat est accompagné de plusieurs de ses collaborateurs. A mes côtés également, M. Milos Krsmanovic, qui représente le service désarmement, démobilisation, réintégration, DDR, de la MINUSCA.

Vous l'avez compris, cette conférence de presse exceptionnelle est consacrée aux opérations de désarmement et de démobilisation en cours en République centrafricaine à la suite du retour des leaders de deux groupes armés dans l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine (APPR-RCA). Sans plus tarder, je donne la parole au Ministre d'Etat pour son propos liminaire.

Jean Willybiro Sako, Ministre d'Etat chargé du désarmement, de la démobilisation, de la réintégration, du rapatriement et du suivi de l'APPR-RCA
Je vous remercie, Mme Marchal, du plaisir que vous m'offrez avec toute mon équipe de participer à cette conférence de presse hebdomadaire de la MINUSCA. Je saisis de l'occasion pour saluer tous les représentants de la MINUSCA ici présents et aussi toutes les dames et tous les messieurs responsables des différents médias qui ont décidé de venir prendre part à ces échanges de ce jour que je vais animer avec la contribution de tous mes principaux collaborateurs.

Que devons-nous dire à cette étape du DDR ? C'est de vous rappeler un peu le sens de cette grande opération qui est mise en œuvre depuis quelques années sous l'impulsion du Président de la République, Chef de l'État. Le processus global de paix axé sur la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine, APPR-RCA, signé le 6 février 2019, intègre plusieurs composantes qui sont le désarmement, la démobilisation, la réintégration et le rapatriement. Ceci est prévu à l'article 4, alinéa G et article 5, alinéa G de l'APPR.

Les opérations de DDR menées depuis le début à ce jour par le Gouvernement sont soutenues à divers degrés par les partenaires bi et multilatéraux de la République centrafricaine, entre autres les États-Unis d'Amérique, l'Organisation des Nations Unies, à travers la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, MINUSCA, le Fonds de consolidation de la paix, PBF, la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et l'Union européenne ; quelques partenaires interviennent de temps en temps pour des opérations ponctuelles.

En complément des opérations de DDR menées par l'Unité d'exécution du Programme national de DDR, UENPDDR, dont je pense que la plupart des journalistes avec les services de communication connaissent bien M. Samuel Touatena, ici présent. La Commission nationale de lutte contre les armes légères et de petits calibres, COMNAT-ALPC, qui est cette autre structure que l'État a mise en place pour poursuivre certaines opérations spécifiques en direction de tous les détenteurs d'armes, alors que l'UEPNDRR s'occupe essentiellement des groupes armés membres de l'APPR et ceux qui sont détenteurs d'armes de guerre. Il y a aussi le projet de réduction de violences communautaires, CVR, qui est exécuté par la MINUSCA et qui a permis de réaliser des

avancées notoires qui ont fait l'objet de communications formelles, chaque fois, lors des différentes sessions du comité stratégique DDR, RSS, RN, qui regroupent les partenaires impliqués: le Gouvernement, l'Assemblée nationale, sous le leadership de Son Excellence, Monsieur le Président de la République, Chef de l'État, le professeur Faustin-Archange Touadera, qui est le président de ce comité.

À ce jour, les indicateurs du processus global de paix en cours sont croissants, avec la relance des opérations de DDR, des éléments de l'UPC et des 3R, suite à leur réengagement formel le 19 avril 2025 et la rencontre de Bangui, tenue le 10 juillet 2025, alors que ces deux groupes faisaient partie de la CPC qui avait décidé son retrait de l'APPR depuis quelques années.

L'UEPNDDR a désarmé à ce jour et démobilisé plus de 8 100 éléments, je dis bien 8 100 éléments. L'UEPNDDR a collecté 4 333 armes de guerre, au moins 193 643 munitions de tout calibre de guerre, 2 068 grenades, obus, roquettes et plus de 944 chargeurs. De ces éléments désarmés et démobilisés provenant des groupes armés ayant adhéré à l'APPR comme je l'ai mentionné, plus de 1 237 sont intégrés dans les Forces de défense et de sécurité, FACA, police, gendarmerie après le vetting, vous demanderez ce que c'est que le vetting, le coordonnateur pourra vous donner des éléments de précision, car nous n'envoyons pas dans l'armée tout ce qui provient des groupes armés sans une enquête préalable qui nous permet d'envoyer dans cette force des éléments qui vont effectivement contribuer au bon fonctionnement de notre armée.

Je pourrais vous dire à ce stade, le coordonnateur va le compléter, qu'à ce jour, tous les éléments des groupes armés que nous avons faits intégrer dans les Forces de défense et de sécurité, police, gendarmerie, armée, nous n'avons pratiquement pas enregistré de désertion ni des actes qui auraient pu nous faire inquiéter sur l'intégration dans nos forces de cette catégorie de personnes.

4 519 personnes ont été formées et réintégrées dans différents domaines socio-économiques et 825 sont en cours de formation en vue de cette réintégration socio-économique. Donc, la dynamique en ce qui concerne l'UEPNDDR est en marche. Récemment, la COMNAT-ALPC, qui vient nouvellement d'être créée, a collecté quelques armes, quelques grenades, quelques obus et munitions remis volontairement par 317 personnes. Tout à l'heure, vous allez certainement savoir pourquoi il y a l'UEPNDDR, il y a encore la COMNAT-ALPC que l'État a mis en place, parce que je dois vous le préciser dès maintenant, l'UEPNDDR, comme d'ailleurs le ministère du DDR, sont des organes en mission. Nous avons des missions ponctuelles pour que nous puissions parachever totalement le désarmement de tous les éléments des groupes armés. Mais comme vous savez, qu'on termine avec les groupes armés, qu'on termine le désarmement des groupes armés, il restera toujours dans la société quelques personnes détentrices illégales d'armes pour lesquelles l'État doit continuer. Dans le souci que le Président de la République, Chef de l'État a, de faire de la République centrafricaine un pays sans armes, la COMNAT-ALPC va donc poursuivre cette mission de collecte des armes auprès de tous les individus qui vont se présenter, qu'ils soient de quel que groupe que ce soit, et ceci, depuis 2025.

La COMNAT est en train de mener, avec la contribution de l'UNMAS, une activité très importante qui est celle de faire marquer toutes les armes récupérées pour une grande traçabilité. Vous savez, dans le pays, on ne pouvait pas savoir si telle arme est une arme des FACA, si telle arme est une arme de la police, si telle arme est une arme des eaux et forêts. Aujourd'hui, avec la traçabilité, avec le marquage dont nous disposons parmi les rares pays en Afrique d'un équipement complet de marquage des armes que fait mettre en activité la COMNAT.

En appui des résultats de l'UEPNDDR et de la COMNAT-ALPC, le projet réduction de la violence communautaire, CVR, mis en œuvre par la MINUSCA, avec pour cible les inéligibles au DDR, a pu identifier, désarmer et former plus de 45 110 personnes, détenteurs illégaux des armes de tout calibre, des armes de toutes espèces et toutes personnes qui révèlent un caractère dangereux en disposant de ces armes. Le projet CVR a récupéré 626 armes de guerre, 5 55 autres armes de tout calibre, 860 explosifs, 33 898 autres munitions de tous genres. À l'issue des formations de ces bénéficiaires cibles, tous ont été réintégrés dans divers secteurs socioéconomiques de leur communauté. Et vous verrez, en arrivant à Bria, par exemple, ce que sont devenues toutes ces personnes désarmées, formées et par la MINUSCA et par le PREC, qui aujourd'hui sont des forces vives de leur communauté, qui ont créé des entreprises, qui ont créé des ateliers de soudure, de couture, de menuiserie, et donc qui sont devenues des éléments très positifs dans leur société.

Dans l'ensemble, 52 214 détenteurs illégaux des armes à feu de tout calibre ont été désarmés. 49 629 ont bénéficié de la formation et de la réintégration socio-économique. Au moins 1 237 ont été intégrés, comme je l'avais déjà

mentionné, dans les Forces de défense et de sécurité. À ces résultats, s'ajoute le désarmement, démobilisation et rapatriement des éléments de la LRA de Joseph Koni, je crois que pour tous les responsables des médias, ce groupe, dont ils ont beaucoup entendu parler dans le monde, et surtout dans l'Afrique de l'Est, donc, tous ces éléments de la LRA qui ont fait leur entrée en République centrafricaine vers les années 2008-2009, ils venaient, après toutes les opérations que nous avions menées sous la conduite et le soutien personnel du chef de l'État, à faire rapatrier 150 de ces éléments dans leur pays, lesquels, arrivés dans leur pays, ont été pratiquement salués comme des enfants prodigues. Je pourrais vous dire, ayant assisté et ayant accompagné ces éléments sur place en Ouganda, que c'est pratiquement tout le pays qui était mobilisé pour saluer le retour de ces éléments de la LRA. Nous avions des évêques, nous avions des députés, nous avions des ministres, nous avions des responsables communautaires. Donc, nous avons eu beaucoup des représentants de toutes les communautés de l'Ouganda qui étaient venues saluer le retour de ces éléments.

Il y a lieu de souligner qu'en ce qui concerne ceux qui sont les éléments victimes ou les membres des familles qui sont restés ici en République centrafricaine, le Gouvernement a pensé ne pas les laisser seulement pour compte, un programme a été mis en place, financé par l'État, que nous avons conduit sur place dans la région du Haut-Mbomou et particulièrement à Zemio, pour remettre quelques moyens et accompagner les quelques victimes, les communautés qui ont eu à héberger malgré eux, ces LRA dans leur localité, le Gouvernement a envoyé quelque chose pour pouvoir, pas les dédommager, mais au moins les soutenir dans ces efforts qu'ils ont faits jusqu'au départ complet de tous ces LRA. Ces LRA, arrivés en Ouganda, ils ont bénéficié de grandes formations. Ils ont bénéficié d'un accompagnement important de l'État ougandais et des centres importants ont été créés où eux, leurs enfants, leurs femmes ont bénéficié des formations. En Ouganda, certains ont bénéficié même des attributions de terrain pour qu'on puisse les aider à reconstruire leur propriété.

Toutes ces opérations, menées vraiment pour la solution au problème de la LRA, ont été menées, comme je l'ai dit, sous la conduite personnelle du Président de la République, Chef de l'État, mais avec l'appui très important de la MINUSCA, qui nous a accompagné durant tout le processus et qui a facilité et la sécurisation du processus et le transport de ces éléments de leur site jusqu'à Bangassou, où l'État ougandais a envoyé des avions pour venir rapatrier toutes ces personnes-là dans leur pays.

La mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation a permis de recréer les conditions nécessaires à l'exécution des programmes et projets socio-éducatifs, sanitaires et économiques dans toutes les préfectures de la RCA, le redéploiement des services de l'État dans toutes les régions, la restructuration du secteur de sécurité, l'autodissolution de neuf groupes armés, la réhabilitation et la construction des infrastructures diverses, comme je l'ai mentionné, grâce au PREC, comme grâce aux opérations de CVR, le rétablissement de l'unité nationale que tous vous pouvez confirmer aujourd'hui, la libre circulation des personnes et des biens, la fourniture des services sociaux de base à la population, en un mot, la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire.

Je voudrais préciser que ces données intègrent celle présentées tout récemment par le Ministre de la communication et des médias, porte-parole du Gouvernement, lors de sa conférence de presse du 18 août 2025. Par cette communication du porte-parole du Gouvernement, vous pouvez vous rendre compte que cela reflète l'importance de ce programme de DDR depuis le début de sa mise en place et le soutien constant du processus du DDR par le Président de la République centrafricaine, Chef de l'État et vous avez constaté qu'il est souvent lui-même à la tête des comités que nous avons fait mettre en place. Toutes ces avancées prouvent à suffisance la pertinence de la grande volonté de Son Excellence, Monsieur le Président de la République, Chef de l'État, le Professeur Faustin Archange Touadera, qui vient d'organiser une importante rencontre avec tous les partenaires afin de les encourager à mobiliser plus de ressources pour parachever cet important processus de désarmement. Et nous pouvons compter sur tous ces partenaires pour appuyer les actions du Gouvernement et de la MINUSCA pour atteindre ces objectifs importants pour le peuple centrafricain.

Mes collaborateurs ici présents se présenteront tout à l'heure : Madame le directeur de cabinet, le coordonnateur national de l'APPR, le coordonnateur de l'UEPNDDR, le Président de la COMNAT-ALPC pourront compléter au besoin les données techniques de ces propos liminaires que je venais de vous délivrer.

Au regard du caractère spécifique des opérations de DDR en cours, j'ai quelques recommandations à faire, à savoir continuer l'intensification des campagnes d'information constructives pour créer des conditions nécessaires

à la réussite des opérations de DDR en cours et lutter aussi contre ce qui paraît négatif, à savoir des campagnes de désintoxication fondées sur des éléments erronés.

L'adhésion de tous les éléments des groupes armés restant, plus précisément ceux de l'UPC et les 3R, en tenant compte de leur engagement ferme de retour à l'APPR et, comme nous l'avons mentionné, suite aux accords de N'Djamena, suite à la rencontre du 10 juillet ici à Bangui de ces principaux leaders, Ali Darassa, Sembe Bobo, qui, depuis le début du processus, sont restés dans le maquis et ont décidé enfin de revenir formellement vraiment faire désarmer leurs éléments, revenir dans le processus et contribuer ainsi à l'appel incessant que lance le Président de la République, Chef de l'État, afin que le désarmement soit effectif et que ce désarmement, nous tenons à le mentionner, sera effectué et qui est effectué par la seule unité spécialisée, formée, disposant des critères rigoureux de désarmement qu'est l'UEPNDDR, je vous ai présenté le coordonnateur tout à l'heure, et qui est la seule structure habilitée pour les critères de d'éligibilité au DDR, admis par tous les partenaires, parce que tous les partenaires nous appuient, nous avons cité tous les partenaires qui financent le processus. C'est vrai que l'État finance le processus, mais des grands partenaires tels que la Banque mondiale, tels que les Nations Unies avec le PBF, tels que l'Union européenne, les États-Unis d'Amérique jusqu'à présent, jusqu'à l'arrivée du président Trump, les États-Unis sont parmi les partenaires qui ont beaucoup aidé à faire procéder au désarmement de toutes ces personnes que nous avions énumérées tout à l'heure.

Nous voulons aussi mettre un accent sur le soutien de tous les partenaires pour mobiliser les ressources nécessaires telles que sollicité par son Excellence, Monsieur le Président de la République, ceci pour permettre au Gouvernement de parachever ce processus important suite aux appels du Président de la République, Chef de l'État, lors de la réunion tenue le 6 août 2025. Nous souhaitons également que le comité spécifique qui a été mis en place au Tchad et validé ici à Bangui pour le suivi des accords des deux groupes qui venaient de se manifester, qui comprend le Tchad, ses partenaires et l'État centrafricain, puisse effectivement œuvrer pour que dans cette mise en œuvre qui est en cours pour le désarmement des éléments des 3R et de l'UPC, que ce désarmement ne souffre vraiment d'aucune faiblesse, qu'il n'y ait aucune hésitation et que les garants de ce processus, de cet accord, puissent réellement aider l'État, nous aider à faire en sorte que ces engagements pris par tous ces leaders des groupes armés puissent vraiment aboutir dans les meilleurs délais, ce qui pourra ramener la paix et la quiétude dans tout le pays de la République centrafricaine, tel que souhaité par le peuple centrafricain, tel que souhaité par le Président de la République centrafricaine.

Voilà, mesdames, messieurs, les quelques propos liminaires que je tenais à vous partager avant d'entrer dans le vif du sujet et éventuellement de répondre avec mes experts aux différentes questions que vous pourriez poser. Je vous remercie.

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA
Monsieur le Ministre d'Etat, je vous remercie.
Avant de passer à la session des questions et réponses, je vous rappelle, chers journalistes et auditeurs de Radio Guira, que la MINUSCA apporte un soutien technique, logistique, sécuritaire et financier aux opérations menées par l'UEPNDDRR.

Notre Mission accompagne chaque étape du processus, qu'il s'agisse de la planification, du déploiement sur le terrain des équipes mobiles et de leur équipement, de la vérification et du stockage en lieu sûr des armes et munitions collectées, de la remise des kits de démobilisation ou encore de la sécurisation des opérations grâce à la présence de Casques bleus sur les sites de désarmement et démobilisation.

Lors des opérations menées récemment à Maloum, la MINUSCA a veillé à ce que les communautés vivant à proximité des sites de regroupement des combattants des groupes armés puissent, elles-aussi, bénéficier des soins médicaux prodigués par notre Force aux combattants désarmés.

La Mission a engagé les autorités et les populations locales afin d'expliquer en détail les opérations de désarmement et de démobilisation, qui constituent une première étape vers la sécurisation puis vers une paix durable et le développement de la région.

Nous encourageons le dialogue entre les communautés pour prévenir les conflits et renforcer la cohésion sociale. Les leaders du groupe armé Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) ont publiquement demandé pardon aux communautés lors d'une séance publique facilitée par la MINUSCA.

Il est 11h45 à Bangui et nous allons maintenant entamer la session des questions et réponses. Monsieur le Ministre d'Etat et ses collaborateurs, le Représentant du service DDR de la MINUSCA, nous sommes tous à votre écoute.

Questions des journalistes

Radio Fréquence RJDH (Guy Florentin Outiama)

- Bonjour à toutes et à tous. Merci de m'avoir donné la parole. J'ai à peu près deux préoccupations à l'endroit du Ministre. Merci pour votre propos liminaire. Ma première préoccupation est celle-ci, les hommes armés de la préfecture de Nana Mambéré, surtout les 3R, ont réagi par rapport au désarmement forcé mené par les Russes dans la localité. Vous, en tant que responsable du DDR, que pensez-vous ?
- La deuxième question c'est concernant le cantonnement de certains groupes armées dans la Haute-Kotto, précisément à Ouandja Kotto, qui s'inquiètent du retard des opérations de désarmement. Que pensez-vous ? Et puis, la population demande à ce que les opérations puissent s'accélérer. Merci.

Réponses aux questions

M. Jean Willybiro Sako, Ministre d'Etat chargé du désarmement, de la démobilisation, de la réintégration, du rapatriement et du suivi de l'APPR-RCA

Toutes les questions seront importantes et pour ne pas avoir à oublier certains des éléments, je vais faire l'effort de répondre au fur et à mesure aux questions, ce qui permettra aussi d'en faire élaguer si d'autres avaient les mêmes questions à poser. Les 3R ont posé la question de quelques incidents qui ont eu lieu, surtout dans les régions de l'Ouest, dans les régions de Kouï et autres. Nous avons suivi les déclarations des 3R, nous avons suivi certaines réactions, nous avons aussi cherché à répondre à toutes ces questions, vu que, comme nous l'avions mentionné, les opérations de DDR en ce qui concerne le Gouvernement et en ce qui concerne l'État sont menées par l'UENPDDR avec l'appui de la MINUSCA.

Vous savez, les opérations de DDR sont des opérations sensibles. Nous, nous nous sommes chargés de faire le DDR pacifique suite au dialogue. Nous n'utilisons pas des armes, nous n'utilisons pas de contraintes. Toutes les opérations qui ont été menées jusqu'à présent, et vous avez bien suivi, les quelque 8 000 et quelques personnes qui ont été désarmées, les quelque près de 40 000 qui ont été désarmés par le CVR de la MINUSCA et la COMNAT l'ont été de manière pacifique. Il n'est pas prévu dans notre approche de désarmements forcés. Les désarmements forcés, c'est lors des opérations militaires. Nous n'avons pas la responsabilité de la gestion des opérations militaires que mènent les FACA, les Forces de défense et de sécurité.

Donc, les quelques interventions qui ont eu lieu ces derniers temps, que vous avez relevées, sont, nous pensons, des initiatives qui n'ont pas été encouragées par le Gouvernement. Nous nous rapprocherons de tous ceux qui sont en rapport avec eux, particulièrement le collègue Ministre de la défense, parce qu'ils relèvent de la collaboration avec le ministère de la Défense. Il relève donc au Ministre de la défense de pouvoir leur rappeler les limites de leurs actions d'intervention et qu'ils doivent se cantonner aux opérations militaires. Les opérations du DDR sont des opérations pacifiques et nous tenons à ce que cela se poursuive vraiment de cette manière. Grâce à cette approche pacifique, vous avez suivi le nombre de personnes qui, volontairement, sont sorties nous faire remettre leurs armes. Donc, nous ne pensons pas que dans ce pays qui a été suffisamment meurtri, que nous puissions passer à cette étape. Tous ceux qui, quand le processus DDR sera parachevé et qui auraient décidé de garder par devers eux leurs armes et de pouvoir continuer à mener des opérations négatives, les Forces de défense et de sécurité sont là pour protéger la population. Ils auront à faire donc aux forces de défense et de sécurité à ce moment-là. Mais pour l'instant, et selon vraiment les orientations du Président de la République, le DDR doit être une opération pacifique.

Vous avez vu que des grands groupes comme UPC, comme 3R, qui aujourd'hui ont décidé, après plusieurs années de combat sur le terrain, de venir déposer les armes, je crois que c'est ce que nous allons continuer à soutenir et à encourager. Nous continuerons à travailler avec toutes les personnes de bonne volonté et je pense que les médias aussi contribuent vraiment à cette sensibilisation pour nous permettre d'avoir toutes les bonnes volontés des personnes qui viennent. Tout à l'heure, dans mes propos, je n'ai pas fait allusion à des groupes armés qui sont en train de venir vers la coordination de l'APPR pour solliciter leur dissolution aussi, qu'il s'agisse des Antibalaka, certaines ailes Ngaïssona, Mokom et autres, qu'il s'agisse du MPC, qu'il s'agisse des ailes restantes de RJ/Sayo, tous se sont rapprochés de nos services et veulent déposer les armes, veulent faire dissoudre leur

groupe. Donc, nous sommes en négociation en ce moment, je pense que ça aboutira très certainement, vu que le Chef de l'État nous encourage à continuer ces rencontres avec tous ces représentants des groupes.

Les cantonnements, je vais vous dire des principes que moi je développe dans le cadre du processus DDR, nous évitons les cantonnements. Les cantonnements, ça signifie des éléments des groupes armés que vous faites revenir dans une localité donnée, que vous logez, que vous nourrissez pendant des semaines ou des mois avant de faire procéder aux opérations de DDR. Ceci, à tous les partenaires comme à tous ceux qui nous ont toujours accompagnés, nous n'avons jamais soutenu cette approche de cantonnement. C'est vrai que des gens qui veulent venir se désarmer, ils sont venus avec leurs armes, ils sont dans telle ou telle localité, ils disent qu'ils sont en cantonnement, non, ça, ce sont des regroupements, ce ne sont pas des cantonnements. Ils viennent se regrouper et en principe, nous, nous devrions mettre en place rapidement les moyens pour aller les faire désarmer, leur donner les kits nécessaires pour leur permettre de retourner dans leur communauté. Ces cantonnements, ce sont des cantonnements qui ont été décidés sur des initiatives propres de ces éléments, mais ce ne sont pas des cantonnements soutenus par le Gouvernement. Nous ne soutenons pas le cantonnement, nous soutenons le regroupement et les opérations rapides de désarmement pour que les gens retournent dans leur communauté.

Je vous l'ai mentionné tout à l'heure, presque tous ceux que nous avons désarmés jusqu'à présent, vous n'avez pas entendu dire qu'ils sont allés encore reconstituer des groupes armés. Non, ils ont repris leur vie normale dans la société. Allez à Bria, allez à Mobaye, allez à Bangassou, vous les verrez. Vous verrez les boutiques de ces jeunes qui, hier, étaient dans les groupes armés et qui, aujourd'hui, sont des opérateurs économiques importants. Donc, les cantonnements, dans la mise en œuvre, vous avez des cas comme ça qui sont des cas isolés, que nous n'encourageons pas. Nous ne soutenons pas les cantonnements. Je ne sais pas si le Coordonnateur a quelque chose à rajouter par rapport à ça.

M. Samuel Touatena, Coordonnateur général de l'Unité d'exécution du Programme national de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (UEPNDDR)

Merci Monsieur le Ministre d'État. Je crois, avant de passer à une petite présentation, vous présentez les critères d'éligibilité et autres, je reviens rapidement sur ce que le Ministre d'État a dit. Le programme DDR que nous avons mis en place, il y a le Gouvernement et la communauté internationale qui ont élaboré la stratégie et le programme, on parle de DDR volontaire, il n'y a pas de DDR forcé, non. Depuis 2017 jusqu'aujourd'hui, comme le Ministre a signalé dans son mot liminaire, le nombre que nous avons pu désarmer. Nous faisons un DDR volontaire. Les ex-combattants nous envoient la liste et on va sur le terrain avec l'équipe mobile, on procède aux opérations proprement dites. C'est volontaire, ce n'est pas forcé. Les chefs des groupes armés, leurs chefs, ce sont eux qui nous établissent la liste, et la liste également des armements qu'on doit récupérer et on procède au désarmement. Pour nous, le programme national, c'est un programme national de DDR volontaire.

En ce qui concerne le cantonnement, on ne fait pas de cantonnement. Le programme n'a pas prévu un cantonnement quelque part, non. Ce qu'on voit maintenant, ce sont des sites de regroupement là où les ex-combattants se retrouvent pour attendre les opérations. Mais pour procéder aux opérations, il y a des trucs qu'on doit faire à l'avance. Par exemple, la mission précurseure qui va sur le terrain, prend contact avec les responsables des groupes armés, ceux-ci nous remettent la liste de leurs hommes et la liste de leur armement. Maintenant, on fait appel à la MINUSCA pour les appuis que la MINUSCA nous donne. Madame Marchal a déjà évoqué quelques appuis que la MINUSCA nous donne, donc, il faut absolument qu'on ait ces appuis-là avant d'aller procéder au désarmement.

Donc, dans la Haute-Kotto, nous sommes au courant de ce qui se passe là-bas. Il y a des gens qui se sont regroupés à Sam-Ouandja, qui est devenu maintenant Ouandja Kotto, et ils demandent qu'ils soient désarmés. Nous venons d'envoyer une équipe mobile là-bas pour la liste, mais malheureusement, on n'a pas pu avoir la liste de ces éléments-là. Vous savez, ce sont des dépenses énormes que la MINUSCA a faites, que le Gouvernement a fait pour envoyer des gens en avion. Ils sont partis à Bria, ils devaient aller jusqu'à Sam-Ouandja, jusqu'à Pombolo et Nzacko. Malheureusement, la mission a été bloquée à Bria et la mission est revenue il y a 48 heures.

Donc tout ça, les gens disent qu'ils attendent le désarmement, mais on ne peut pas aller faire le désarmement à n'importe qui. Il faut qu'on ait la liste. Il faut qu'on ait ce qu'on demande d'abord avant de procéder. Donc dans la Haute-Kotto, nous avons reçu l'appel du Gouverneur qui est l'ancien préfet de la Haute Kotto, nous avons reçu l'appel du sous-préfet de Sam-Ouandja, nous avons reçu beaucoup d'appels. Malheureusement, on ne peut pas y aller maintenant, nous sommes bloqués parce qu'on n'a pas pu avoir la liste de ces éléments-là. Donc, on attend,

à un moment donné, on va repartir dans ces localités pour procéder au désarmement. C'est ça que je voulais ajouter aux réponses que le Ministre d'État vous a données.

Questions des journalistes

Radio Guira FM (Samuel Bogoto)

- Ma première question concernant cet appel du Chef de l'État aux partenaires techniques et financiers pour le financement du processus en cours. Alors, depuis cette date, est-ce qu'il y a déjà des partenaires qui se sont manifestés, si on peut les avoir ?
- Deuxième question, c'est à l'endroit de la MINUSCA. Nous savons que la MINUSCA appuie le processus DDR. Est-ce qu'après Maloum et Kouï, la MINUSCA envisage quels domaines d'intervention, tout au moins est-ce qu'elle continue toujours à appuyer le processus ? Merci.

Réponses aux questions

M. Jean Willybiro Sako, Ministre d'Etat chargé du désarmement, de la démobilisation, de la réintégration, du rapatriement et du suivi de l'APPR-RCA

Je vous remercie. En ce qui concerne les partenaires, je crois que vous avez suivi la rencontre que le Chef de l'État a eue avec tous ses principaux partenaires, parmi lesquels certains ont fait des annonces des contributions qu'ils sont prêts à amener. Le représentant, par exemple, de la Banque mondiale, a annoncé ce que sont des financements qui sont déjà disponibles dans le cadre du projet "E Kpéngba", où 10 millions de dollars supplémentaires ont été apportés à l'UEPNDDR pour pouvoir continuer les opérations de réinsertion, réintégration socio-économique qui sont en cours. Nous pensons que la Banque mondiale a annoncé déjà ces fonds qui sont disponibles.

Le PBF [Peace Building Fund = Fonds de consolidation de la paix] est en cours d'activité et est sur le terrain avec des financements de l'ordre de 5 millions de dollars qui sont en train d'être mis en œuvre. L'union européenne a fait des annonces pour des contributions nouvelles qu'ils vont apporter dans le processus. La BAD a fait des annonces aussi pour des contributions qu'ils vont apporter, bien entendu, nous disposons toujours des financements de la MINUSCA qui, pendant longtemps, a géré et les fonds de la MINUSCA et les fonds des États-Unis d'Amérique, mais depuis les changements dont nous avons parlé tout à l'heure, ces financements ont été quelque peu gelés en ce qui concerne les États-Unis mais la MINUSCA continue à nous appuyer toutes les opérations sur le terrain. Pour l'instant, nous n'avons pas encore des blocages. Ce n'est pas seulement la MINUSCA. Sur les directives que le chef de l'État a données, le Gouvernement aussi a mis à la disposition de l'UEPNDDR des moyens pour lui permettre de poursuivre toutes les opérations de désarmement actuellement en cours. Nous attendons encore les réactions de certains partenaires, mais avec les annonces de ce que l'Union européenne, la Banque mondiale, le PBF, la MINUSCA et les autres partenaires, la BAD, ont annoncé, nous pensons que nous aurons ce qu'il faut pour nous permettre de continuer. Mais la rencontre vient de se tenir, maintenant, les retombées, c'est ce que nous attendons peut-être ces jours-ci pour aller vers tous ces partenaires-là, pour avoir concrètement leurs propositions et discuter avec eux des domaines d'utilisation de ces fonds qui nous permettront de poursuivre et de parachever ces processus.

En ce qui concerne les activités de la MINUSCA sur le terrain, depuis le début du DDR, la MINUSCA est le partenaire qui nous appuie partout. Il ne choisit pas de zones. Chaque fois que nous avons une mission à effectuer dans telle ou telle zone, c'est toujours en accord avec la MINUSCA que la mission est préparée. La MINUSCA assure la sécurité des éléments des équipes. La MINUSCA met à notre disposition les moyens financiers nécessaires, que ce soit déjà dans le cadre du désarmement parce qu'à la remise des armes, nous remettons également aux détenteurs des armes un pécule, quelque chose pour leur permettre de vivre en attendant la grande opération de formation et de réinsertion sociale qui va se faire cette fois-ci avec la Banque mondiale, avec le PBF ou avec d'autres partenaires.

Donc, la MINUSCA ne va pas seulement intervenir à Maloum. Avec la MINUSCA, nous avons préparé, normalement, cette rencontre qui s'est tenue ici à Bangui. Cette rencontre devait se tenir à Kouï et en accord avec les représentants des groupes armés jusqu'aux quelques jours avant pour qu'ils changent de décision pour décider de ne venir qu'à Bangui. Mais c'était avec la MINUSCA qui a déjà prédisposé des aéronefs pour transporter toutes les équipes là-bas, que ce soit nous, que ce soient certaines ONG qui nous accompagnent, telles que le CDH ou

le Sant'Egidio. C'est vraiment la MINUSCA qui nous a appuyé pour tout cela, donc, ce qu'ils ont commencé à Maloum et qui a été merveilleusement bien accompli, ils ont déjà donné des instructions.

Des missions précurseures ont aller vers le nord, le nord-ouest. Certaines vont aller vers le centre et l'est et tout ceci pour continuer à nous accompagner dans ces opérations importantes. Nous avons la chance, avec la MINUSCA, d'avoir aussi des collègues qui ont des formations en matière de DDR parce que le DDR, c'est un art qui s'apprend. Nous avons des collègues qui ont des formations, qui ont déjà fait des opérations de DD dans d'autres pays et qui viennent nous appuyer. Voilà ce que je peux vous répondre à cette question.

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA
Merci monsieur le Ministre d'État. En effet, vous le savez, je vous le répète, toutes les semaines, tout ce que fait la MINUSCA se fait en soutien aux autorités centrafricaines et à leur demande. Et Monsieur le Ministre d'État a donc répondu à la question.

Questions des journalistes

Deutsche Welle (Jean Fernand Koena)

- Merci M. le Ministre. Notre question va sur le point de vetting dont vous avez fait allusion tout à l'heure dans votre propos liminaire. Vous avez parlé de vetting, notamment par exemple, les 3R, aussitôt un mois après leur retour dans l'APPR, il y a déjà des formations qui sont planifiées, notamment des hommes vont aller au Maroc pour faire la formation des officiers. Ce vetting dont vous avez fait allusion, comment ça se fait ? Est-ce que vous le faites ensemble avec la justice, notamment la Cour pénale spéciale, qui enquête sur ces hommes de manière à ce que demain, ça soient des hommes qui sont visés par une procédure judiciaire ? Comment ce vetting, ça se fait ? Est-ce que vous privilégiez beaucoup plus la paix en reléguant en arrière-plan la question de la justice ?
- Notre deuxième question va à l'endroit de la MINUSCA. Quand les 3R ont fait leur appel, ils ont dit qu'ils sont déjà fatigués de faire appel aux garants et aux facilitateurs par rapport en ce qui concerne les Wagner. Le mandat de la MINUSCA ne reconnaît pas les Wagner. Quelle est aujourd'hui votre marge de manœuvre pour travailler sur cet aspect, notamment en ce qui concerne l'implication de Wagner dans le processus de désarmement de ces hommes armés ? Je vous remercie.

Réponses aux questions

M. Jean Willybiro Sako, Ministre d'Etat chargé du désarmement, de la démobilisation, de la réintégration, du rapatriement et du suivi de l'APPR-RCA

Nous, dans le cadre du processus DDR régulier que nous avons mené jusqu'à présent, toutes les personnes qui ont été désarmées et qui souhaitent faire entrer dans les forces de défense et de sécurité subissent le vetting. Vous allez me dire, « mais le vetting, c'est quoi ? ». C'est une courte enquête de moralité. Cette enquête va nous permettre de savoir, c'est vrai, ils sont tous des anciens éléments des groupes armés, appartenant à des forces irrégulières. Mais dans ces groupes armés, vous en avez qui se sont fait distinguer par des actes contraires à l'humanitaire, au respect des droits de l'homme et de l'humanité. Vous avez des gens qui ne se sont pas singularisés, on les connaît. Donc, le vetting permet, cette enquête de moralité rapide nous permet de savoir si une telle personne n'est pas susceptible d'être recherchée par la CPI. Nous prenons aussi le soin de vérifier leur condition physique, leur état de santé. Prendre des gens comme ça, les envoyer dans les Forces de défense et de sécurité, c'est risqué.

En ce qui concerne cette dernière opération à laquelle vous faites allusion, effectivement, je crois que les responsables se sont trouvés dans un cadre d'urgence avec une forte pression des éléments des groupes armés qui souhaitaient très rapidement regagner les Forces de défense et de sécurité. Cela a été fait, mais ce n'est pas la procédure, ce n'est pas la pratique. À l'avenir, tous ces points-là seront revus, tous ces cas seront corrigés parce que tout ce que nous faisons, nous tenons compte également de tous les cas de violations graves des droits de l'homme sur laquelle la CPI veille. Et vous avez vu, il y a eu quelques cas, même, des personnes avec qui nous avons collaboré et qui, finalement, ont été rattrapées par la CPI. Donc, nous ne faisons pas obstacle au bon fonctionnement de la justice. Nous ne faisons pas obstacle à la CPI. Si la CPI doit intervenir, la CPI prendra les contacts nécessaires avec le Ministre de la justice, avec les autorités, avec les dossiers à l'appui et nous pourrons voir ce qu'il y a. Donc, ceux qui ont été envoyés dans un cadre d'urgence, je pense que parmi eux, nous n'aurons pas vraiment des cas relevant de la compétence de la CPI. Mais je rappelle que nous, dans le cadre du DDR

normal, et c'est pourquoi je le rappelais, que pour nous, le DDR doit être mené par l'UEPNDDR qui a les hommes compétents, qui a des hommes formés et qui dresse aussi des fiches d'identité parce que les éléments qui sont désarmés, nous devrions assurer aussi leur sécurité vis-à-vis des forces de l'ordre. Il ne faut pas trouver des gens sur qui on soupçonne qu'ils ont appartenu à tel groupe. Mais si on dit ce sont des hommes, c'est vrai, qui ont appartenu à des groupes armés, mais qui présentent une carte de démobilisé, donc, ce sont des gens qui ont décidé de revenir à la voie normale, à la vie normale et que la société pourra tolérer de les voir dans la société, continuer à vivre en toute sécurité.

Je vous ai dit, avec le vetting qui a été opéré, je vous ai dit, sur les 1 000 et quelques personnes que nous avons fait intégrer dans les Forces de défense et de sécurité, FACA, gendarmerie, police, je crois, le CEMA m'a fait état de peut-être six personnes sur près de 800 envoyées à l'armée mais, dans le gros des effectifs, ce sont des gens qui sont envoyés sur le terrain, affectés et qui opèrent avec leurs frères des forces qui ont été recrutées par l'armée et qui opèrent vraiment positivement sur le terrain. Donc, le vetting est important. Nous allons continuer à y veiller, même s'il y a eu des cas urgents qui ont nécessité l'envoi des gens dans des formations sans passer par ce vetting. C'est fait et par nos services et par la MINUSCA, qui a des spécialistes pour étudier les dossiers des uns et des autres. Voilà un peu ce que je peux vous dire par rapport au vetting.

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA
Merci Monsieur le Ministre d'État pour répondre à la question qui a été posée à la MINUSCA. Notre mandat est vraiment clair. Il s'agit de bons offices pour la mise en œuvre de l'APPR, dont le DDR actuellement en cours est une composante. Et pour reprendre les propos qu'a tenus Monsieur le Ministre d'État à deux reprises, il n'y a qu'un seul DDR, celui qui est mené en œuvre par l'UEPNDDR, que nous soutenons. Donc, voilà la réponse de la MINUSCA à votre question.

Questions des journalistes

TV5 Monde (Mariam Koné)

- La première question est de savoir, est-ce que vous avez un bilan précis du nombre d'ex-rebelles qui ont été désarmés depuis la reprise des opérations le 13 juillet ? Donc, UPC, 3R, il me semble qu'il y a aussi des Antibalaka qui ont été désarmés.
- Et la seconde, c'est de savoir quelles sont les prochaines opérations de DDR qui sont prévues dans le pays. Est-ce que vous avez déjà un calendrier ? Merci.

Réponses aux questions

M. Jean Willybiro Sako, Ministre d'Etat chargé du désarmement, de la démobilisation, de la réintégration, du rapatriement et du suivi de l'APPR-RCA
Je vous remercie. Les opérations qui se sont déroulées à Maloum et dans la région de l'Ouest, à Kouï ont permis de désarmer à ce jour près de 400 éléments. À Maloum, c'est presque 250, en prenant les éléments UPC et une vingtaine d'éléments anti-balaka. Ça, c'est à Maloum et à Bambari. À Kouï, le total, à ce jour, fait un montant de 131 éléments de 3R qui ont été désarmées. Voilà à peu près le chiffre total. À ce jour, nous avons près de 400 éléments et certaines opérations continuent à être menées sur le terrain. Voici les quelques chiffres pour répondre à votre question.

Essentiellement, les missions vont aller vers les régions de l'Ouest, parce qu'au centre, particulièrement avec l'UPC, les opérations se sont très bien déroulées et l'UPC a fait sortir le maximum de ses éléments. C'est vrai, vous allez entendre certainement les groupes armés vous dire qu'ils ont 500 ou 700 éléments à faire désarmer, mais la réalité, ce sont souvent les chiffres, par exemple, que nous venons d'avoir à Maloum parce que dans ces groupes armés, il y a eu beaucoup de dissidents qui se sont déjà fait désarmer. Il y a eu des dissidents, que ce soit UPC, que ce soit 3R, que ce soit MPC. Il y a des dissidents qui sont déjà dans les statistiques que nous avons mentionnées tout à l'heure. Donc, le programme, qui va se poursuivre, va surtout concerner la région de l'Ouest. Peut-être qu'étant des médias, vous avez reçu aussi le communiqué des 3R qui a été diffusé depuis hier, qui fait mention de la décision des 3R de poursuivre leur désarmement. À un moment donné, certains éléments sur le terrain ont bloqué le processus, attendant les directives de leur chef. Et ces directives sont arrivées à travers les communiqués qui ont été largement diffusées ces jours-ci.

Donc, l'UEPNDDR est en train de travailler avec la MINUSCA. Je viens de quitter le bureau de la Représentante [spéciale] qui est en train de faire mettre en place tout le programme pour que toutes les équipes UEPNDDR repartent sur le terrain prioritairement vers cette région de l'Ouest. Maintenant que les 3R viennent de lever les quelques hésitations qu'ils avaient, et ceci, je suis sûr, grâce à l'intervention des garants, membres du comité de mise en œuvre de l'accord de N'Djamena, qui ont certainement intervenu. Et vous savez que pour ça, nous saluons vraiment le fort engagement du Président Déby en personne qui suit tout ce processus qui se passe ici, au bénéfice des éléments des groupes armés dont les leaders se retrouvent au Tchad. Donc, le Tchad apporte sa contribution et nous savons que les quelques hésitants qui se sont manifestés ces temps-ci, avec le rappel à l'ordre de leurs leaders, avec l'implication des garants, membres de ce comité de mise en œuvre que sont le Tchad, nous pensons qu'avec l'émissaire du gouvernement également, ce blocage étant levé, nous allons reprendre les opérations de désarmement très prochainement. L'UEPNDDR a déjà la connaissance de tous les sites dans toutes ces régions-là. Donc, les équipes mobiles sont apprêtées. Il y en avait qui étaient déjà même sur le terrain, mais à cause de cette décision des éléments de 3R de freiner, on a été obligé de faire ramener les équipes ici, mais très certainement, ces jours-ci, ils vont repartir sur le terrain.

Questions des journalistes

Le Citoyen (Jean-Frederic Perrière)

- Monsieur le Ministre d'État, vous venez de faire le bilan à mi-parcours des opérations de DDR sur le territoire national, mais à quand le déminage de la préfecture de l'Ouham-Pendé ?

Réponses aux questions

M. Jean Willybiro Sako, Ministre d'Etat chargé du désarmement, de la démobilisation, de la réintégration, du rapatriement et du suivi de l'APPR-RCA

C'est vrai, vous mettez-là le point sur l'un des aspects de l'insécurité que nous avons connue ces derniers temps, dû au comportement des éléments des 3R, à savoir l'introduction des mines anti personnelles, ce que nous n'avons jamais connu dans ce pays et c'est vraiment un phénomène nouveau. La MINUSCA nous a beaucoup aidé en ayant une équipe de déminage qui contribue au fur et à mesure à aller sur le terrain dans ces zones-là, faire repérer ces mines et les détruire. Mais je crois que le plus important, ce sont les échanges avec les responsables de ces 3R. Et nous savons que le Chef de l'État en a fait sa priorité dans cette rencontre avec les représentants des 3R. J'étais absent du pays, je n'ai pas les contenus, mais cette question a été abordée. Et je suis sûr que les 3R ayant accepté de se faire désarmer totalement, et certainement très prochainement d'aller à la dissolution, cette pratique va être totalement abandonnée et les équipes spécialisées, non seulement les équipes de la MINUSCA, les équipes de sites de déminage suisses qui sont là, ils vont nous aider à parachever ce problème de déminage qui, très certainement, va bientôt vraiment prendre fin. Mais nous travaillons ardemment sur cette question également. Le chef d'État en a fait un problème majeur dans sa rencontre avec les représentants des 3R.

Questions des journalistes

AFP (Cécile Brajeul)

- Bonjour. Je m'interrogeais sur le fait des baisses de financement pour les actions humanitaires et donc de la paupérisation qui va s'en suivre pour les populations et je voulais savoir si vous aviez des inquiétudes par rapport à ça et si ça pouvait avoir un impact, notamment pour inciter ou malheureusement contraindre les populations qui seront paupérisées à rejoindre des groupes armés et donc, un retour en arrière possible dans le processus DDR ? Est-ce que ça peut être un élément qui peut fragiliser ce processus de désarmement et de retour à la paix ? Merci.

Réponses aux questions

M. Jean Willybiro Sako, Ministre d'Etat chargé du désarmement, de la démobilisation, de la réintégration, du rapatriement et du suivi de l'APPR-RCA

Tout à fait. Nous avons que certains groupes armés bénéficient de certains financements occultes. Mais nous pensons que pour quelqu'un qui aime son pays, qu'il soit centrafricain ou non, qui aime la RCA, je crois que financer des groupes armés est vraiment l'acte le plus criminel à pouvoir définitivement renoncer. Nous pensons que vraiment tout ce que nous sommes en train de présenter est suivi également en international. Aujourd'hui,

vous avez parlé des baisses de financement du programme, mais c'est juste pour l'instant, seuls les États-Unis, qui jusqu'à présent finançaient l'opération de désarmement, ont gelé leur financement. Ils ont gelé.

Moi, j'étais heureux, lorsque j'étais à la soirée de la Fête nationale des États-Unis, d'entendre le chargé d'affaires des États-Unis annoncer l'engagement des États-Unis aux côtés de la RCA, le maintien de tous ces rapports privilégiés avec la RCA, l'annonce de la construction prochaine de sa nouvelle ambassade, donc, ça montre que les États-Unis, très certainement, très prochainement, reviendront à de bons sentiments et ayant aussi fait la faveur de sortir la RCA des pays qui ne devraient plus bénéficier de visa d'entrée aux États-Unis, tout cela montre qu'il y a une bonne disponibilité, une bonne disposition à pouvoir poursuivre l'appui au Gouvernement centrafricain.

Donc, nous pensons que non seulement les financements que mène actuellement la MINUSCA, les financements Banque Mondiale, PBF et autres n'ont pas subi de gel, vont continuer. Nous pensons qu'avec l'appel du Président de la République, de nouveaux partenaires vont arriver pour nous permettre surtout de parachever le processus. Nous parlons de parachèvement du processus parce que si nous faisons le point des groupes armés restants, il n'en reste pas beaucoup. Il reste quelques groupes armés. Je voudrais parler notamment du FPRC de Noureddine Adam, qui, contrairement aux autres groupes armés membres de la CPC, qui ont été les 3R et puis l'UPC, il avait annoncé à un moment donné que lui, il continuait à rester en dehors de l'APPR mais nous avons vu circuler ces derniers jours un communiqué d'un de ses plus hauts responsables souhaitant revenir faire désarmer ses hommes vers Markounda et autres.

La dynamique est en marche. Nous pensons que les derniers hésitants, entendant tous ces appels que lance régulièrement le Président de la République, en entendant ces avancées positives que matérialisent les groupes armés tels que UPC et 3R, tels que les Antibalaka qui ont contacté nos services, ils vont tous revenir pour que nous puissions parachever tous ces programmes de désarmement. Voilà ce que je peux vous dire par rapport à ce point. Je ne sais pas si vous avez un complément ou d'une précision.

Questions des journalistes

AFP (Cecile Brajeul)

- Excusez-moi, j'ai dû mal m'exprimer, ma question n'était pas tant le financement du DRR, mais les financements des ONG internationales, notamment, quant aux questions de santé, d'alimentation, donc, le risque de paupérisation de la population, est-ce qu'il n'y aurait pas un risque que ça contraigne les populations à aller prendre les armes ? Est-ce que ça, c'est une crainte que vous avez ou pas du tout ?

Réponses aux questions

M. Jean Willybiro Sako, Ministre d'Etat chargé du désarmement, de la démobilisation, de la réintégration, du rapatriement et du suivi de l'APPR-RCA

Non, nous n'avons pas de crainte sur ce point. Nous avons commencé ces activités, notamment grâce au programme du PREC, grâce au programme de CVR, à aller vers les communautés, à les soutenir, soit dans la construction des écoles, soit dans la construction des centres de santé, soit dans la construction des marchés, soit dans la formation de certaines femmes, de certains hommes, aux travaux agricoles, à la menuiserie, à la couture. Bien au contraire, moi, je demanderais à la MINUSCA peut-être un jour de vous organiser un déplacement à Bria pour voir les résultats de ce qui a été obtenu grâce à l'appui aux communautés, comment Bria est devenu un pôle économique très important grâce aux opérations du DDR, grâce à la formation de ces communautés.

Nous ne pensons pas que les communautés, au contraire, ne souhaitent pas voir ces contributions continuer. Au contraire, ces contributions, vous verrez, allez sur le terrain, vous verrez toutes ces femmes qui ont bénéficié de certains financements sont devenues des opératrices économiques. Toutes ces femmes qui étaient hier engagées dans les groupes armés, je vous disais, allez à Bria. À Bria, on va vous montrer, par exemple, un bâtiment de la mairie qui a été construit, un grand bâtiment, qui a été construit de la fondation à la toiture par des femmes, aucun homme, par des femmes. Vous voyez, ces femmes font la fierté de leur localité. Ces femmes qui ont créé des ateliers de couture sont les points de retrouvailles de beaucoup de leurs citoyens.

Tous ces jeunes qui sont maintenant devenus des spécialistes en menuiserie et autres, ils ont apporté quelque chose. Au contraire, ce n'est pas encourager la population, bien au contraire, c'est contribuer vraiment à ces populations qui, hier, ont été victimes des actions de ces groupes armés, de pouvoir, non seulement en les

acceptant, parce que tous ces éléments des groupes armés vont retourner dans leur communauté, mais ils doivent vivre dignement dans leur communauté, en pleine entente avec leur communauté et je disais que dans certaines localités, la tendance est même d'aller non seulement dans des activités individuelles mais des regroupements en entreprise. Donc, plusieurs jeunes qui se regroupent dans des projets communs pour faire développer leur communauté.

Donc, au contraire, je vous disais que, par exemple, sur les conséquences de la LRA, le Chef de l'État a mis des moyens à disposition pour aller apporter un appui aux communautés qui ont été obligées de subir la LRA pendant des années. Des comptes-rendus que j'ai reçus après mon passage, effectivement, les gens, les jeunes sont en train d'investir et de pouvoir, effectivement, reprendre vraiment des activités socio-économiques positives. Donc, au contraire, les financements, ce sont des financements pour aider, pour aider à panser les plaies, pour aider les communautés à se ressaisir, pour aider les communautés à retrouver vraiment une vie meilleure dans le développement de leur pays. Voilà ce que je peux vous dire.

Florence Marchal, porte-parole de la MINUSCA
L'heure est venue de clore cette conférence de presse.
Merci à tous pour votre participation.
Je vous retrouve mercredi prochain.